

# Papouasie Nouvelle-Guinée

Patrick Kulesza



La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), officiellement État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, est un pays d'Océanie qui englobe la moitié orientale de l'île de Nouvelle-Guinée et couvre une superficie de 462 840 km<sup>2</sup>.<sup>1</sup> Le nom du pays vient de «Papou» qui, selon le naturaliste Alfred Wallace, provient du malais puwah-puwah ou papuwah signifiant «crépu». <sup>2</sup> La Nouvelle-Guinée était le nom donné à la région par un explorateur espagnol du XVI<sup>ème</sup> siècle en raison de la ressemblance présumée de ses habitants avec ceux de Guinée en Afrique. Le pays a accédé à l'indépendance en 1975 et est maintenant membre du Commonwealth of Nations.<sup>3</sup>

Structure presque symboliquement fédérale, la Papouasie-Nouvelle-Guinée comprend 20 provinces administratives: *Bougainville, Central, Chimbu, Eastern Highlands, East New Britain, East Sepik, Enga, Golfe, Madang, Manus, Milne Bay, Morobe, Capitale nationale (Port Moresby), Nouvelle-Irlande, Nord, Sandaun, Southern Highlands, Western, Western Highlands et West New Britain.*

L'île de Bougainville, qui fait géographiquement partie des îles Salomon mais relève politiquement et administrativement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, est devenue une région autonome en 2004. Les habitants de la PNG sont connus sous le nom de Papous. C'est le pays le plus multilingue du monde, avec 830 langues parlées pour une population de 8,4 millions, soit une moyenne de 9100 locuteurs par langue.<sup>4</sup> La Papouasie-Nouvelle-Guinée était absente du vote sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en Septembre 2007.

## Évènements en 2020

### Situation à Bougainville

#### Mine Paguna – Plainte contre Rio Tinto<sup>11</sup>

Le géant anglo-australien Rio Tinto est accusé de s'être soustrait à ses responsabilités dans le nettoyage des déchets toxiques de la gigantesque mine de Panguna, sur l'île de Bougainville, dans une plainte déposée le 22 septembre 2020 en Australie.

Cette action en justice a été lancée par le Human Rights Law Centre (HRLC) de Melbourne au nom de plus de 150 habitants de Bougainville. Elle constitue une nouvelle déconvenue pour le groupe minier qui a suscité l'émoi en Australie pour avoir détruit en mai un ancien site aborigène.

Les plaignants affirment que la mine de Panguna, qui a été au cœur de la sanglante guerre civile à Bougainville dans les années 1980 et 1990, continue de polluer les cours d'eau voisins, plus de trois décennies après sa fermeture.

*«Nos fleuves sont empoisonnés par le cuivre, nos maisons sont envahies par la poussière émanant des monticules de résidus, nos enfants tombent malades à cause de la pollution»*, a dénoncé dans un communiqué Theonila Roka Matbob, membre du Parlement local.

Panguna, qui fut un temps la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du monde, représenta à elle seule jusqu'à 40% des exportations papouasiennes. Elle a été en activité de 1972 à 1989.

Les dégâts environnementaux provoqués par l'activité minière et l'absence de retombées financières furent à l'origine de vives protestations au sein de la population.

Les revendications concernant cette mine avaient provoqué les premiers accrochages entre armée et rebelles sécessionnistes. La guerre civile qui suivit fit 20.000 morts, et reste à ce titre le conflit le plus sanglant dans le Pacifique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Un cessez-le-feu est intervenu en 1998 puis un accord qui a permis la tenue, en fin d'année dernière, d'un référendum au cours duquel 98% des électeurs de l'île du Pacifique se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Bougainville jouit d'une autonomie depuis 2005.

En 2016, Rio Tinto avait cédé le contrôle de ses parts dans la mine de Panguna aux gouvernements de Papouasie et de Bougainville. La population avait alors accusé le groupe minier de chercher à échapper aux coûts du nettoyage du site.

*«Ce ne sont pas des problèmes que nous pouvons régler avec nos petites mains. Nous avons de toute urgence besoin de Rio Tinto pour faire ce qui doit être fait et gérer la catastrophe qu'ils ont laissée derrière eux»*, a déclaré Mme Matbob.

La plainte accuse le groupe minier de ne pas avoir géré les risques que représentent les milliards de tonnes de déchets miniers qui sont selon elle à l'origine de problèmes de santé pour les plus de 12.000 personnes vivant en aval.

Elle appelle le gouvernement australien à pousser Rio Tinto à entamer des négociations avec les habitants, et à lancer une enquête si celles-ci capotent.

### **Élection Présidentielle**

L'élection présidentielle de Bougainville a eu lieu du 12 août au 1<sup>er</sup> septembre 2020. Des élections législatives ont lieu simultanément. Le président sortant John Momis n'était pas éligible pour un nouveau mandat.

Initialement prévue pour juin 2020, l'élection est reportée de plusieurs mois en raison de la pandémie de COVID-19.

Le nombre élevé de candidatures et l'absence du président sortant a conduit à une élection décrite comme la plus ouverte qu'ait connue l'île. Le scrutin était par ailleurs d'une très grande importance, le président élu devant diriger les négociations avec le gouvernement central sur l'indépendance de l'île à la suite du référendum d'autodétermination organisé du 23 novembre au 7 décembre 2019 et qui a vu la population voter à plus de 98 % en faveur de l'indépendance.

Le 23 septembre Ishmael Toroama, l'un des anciens commandants de l'Armée révolutionnaire de Bougainville, a été déclaré élu pour une entrée en fonction le 25 septembre<sup>5</sup>



Emplacement de la Région autonome de Bougainville (en rouge) au sein de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

### **Les industries extractives et les communautés papoues**

L'économie de la Papouasie Nouvelle - Guinée est une économie duale. La croissance économique est assurée principalement par les enclaves relativement prospères du secteur minier qui n'ont guère de répercussions sur le reste de l'économie. Les industries extractives, fortement capitalistiques et appartenant en grande partie à des investisseurs étrangers, sont modernes et exportent l'intégralité de leur production; elles représentent l'essentiel de l'investissement privé mais ne fournissent qu'une petite proportion de l'emploi et coexistent avec une économie de subsistance stagnante.<sup>7</sup>

De nombreux conflits ont eu lieu et se poursuivent entre les tribus papoues impactées par les mines et entre les tribus papoues et les responsables gouvernementaux ou provinciaux au pouvoir qualifiés de *néo-guinéens* par les tribus papoues.

### **Quelques exemples de conflits miniers**

#### **Mine Ok Tedi – Province du Nord Ouest - cuivre – BHP Billinton**

- **Suspension d'exploitation pour cause de COVID<sup>8</sup>**

Le 7 août 2020, la mine Ok Tedi a interrompu ses opérations que la ville minière ait enregistré sept cas positifs de COVID-19. Les cas se sont produits malgré la fermeture par Ok Tedi de tous les vols charters à destination et en provenance de Tabubil le 28 juillet 2020 pour protéger les employés contre une escalade de cas positifs dans la capitale, Port Moresby. La société a identifié une personne qui avait voyagé de Port Moresby à Kiunga le 31 juillet sur une compagnie aérienne commerciale comme étant la source de la transmission. Malheureusement, l'un des cas positifs dans la ville de Tabubil est un employé d'Ok Tedi, qui a attrapé le virus après avoir eu un contact étroit avec le voyageur de Kiunga. L'employé a voyagé vers et depuis le travail en bus, ce qui a amené Ok Tedi à croire que «probablement plus de personnes ont été infectées, ce qui crée un risque inacceptable de transmission accélérée au sein de la main-d'œuvre d'Ok Tedi».

- **Extension à 2029 des droits d'exploitation<sup>9</sup>**

En dépit des cas de COVID identifiés dans les employés de la mine, le President de Ok Tedi limited a annoncé, le 10 septembre 2020, une extension jusqu'en 2029 des droits d'exploitation de la mine. L'État de PNG possède 67 pour cent de la mine, les 33 pour cent restants appartenant à trois groupes de propriétaires terriens.

### **Mine Porgera – Province Enga - Or et argent - Barrick Gold Abandon par le gouvernement de PNG de la prolongation du bail d'exploitation<sup>10</sup>**

Fin avril 2020, au beau milieu d'une pandémie mondiale et d'une crise économique intérieure à ébullition lente, le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait l'annonce surprenante de ne pas prolonger le bail minier d'une mine d'or qui représente environ 10% des exportations totales du pays. L'annonce de ne pas renouveler le bail minier spécial de la mine de Porgera a été un choc, notamment pour l'opérateur de la mine, Barrick Gold, et leur partenaire en coentreprise Zijin Mining.

Porgera est l'une des plus anciennes mines d'or de Papouasie-Nouvelle-Guinée. En exploitation depuis 30 ans dans la province des hautes terres d'Enga, cette grande mine devait produire environ 250000 onces d'or en 2019. Elle emploie plus de 5000 personnes et la participation de 5% des propriétaires fonciers et des actions provinciales a contribué à accélérer les efforts services et éducation dans l'une des provinces les plus reculées du pays. Bien qu'elle soit un contributeur économique important, la mine a également suscité une controverse importante, notamment des préoccupations concernant les droits de l'homme, des problèmes environnementaux et des conflits d'indemnisation.

Alors que le gouvernement semble dans son droit de ne pas renouveler le bail, l'aveuglement de l'annonce a conduit Barrick à s'en prendre à cette décision, affirmant que celle-ci était *«équivalente à une nationalisation sans procédure régulière»*. Alors pourquoi le gouvernement a-t-il pris cette mesure radicale? Le Premier ministre de PN, Marape a prêté serment en mai 2019 et a rapidement mis en place un discours pour «reprendre les intérêts de la PNG», arguant que PNG ne recevaient pas leur juste part des avantages de l'économie formelle et des grands projets de ressources naturelles. La crise économique actuelle de la PNG a été bien documentée et ne devrait s'aggraver qu'avec les retombées du Covid-19. En tant que dixième économie au monde dépendante des ressources naturelles, il n'est pas surprenant que le secteur des ressources naturelles se soit retrouvé dans la ligne de mire du gouvernement. Le gouvernement est en train de négocier un certain nombre d'accords majeurs sur les ressources naturelles - l'expansion de PNG LNG, Papua LNG, P'nyang LNG, Frieda River cuivre et or et Wafi Golpu gold - qui ont le potentiel de transformer les perspectives économiques de la PNG pendant des décennies s'ils sont correctement négociés. L'effondrement des prix du pétrole en 2020 a renvoyé bon nombre de ces projets dans le congélateur et contraint le gouvernement à réduire ses objectifs.

La décision concernant Porgera est une tentative du gouvernement pour à la fois de récolter davantage de bénéfices des projets existants et envoyer un signal pour les projets encore en négociation. Pourtant, les limites de l'approche gouvernementale sont déjà mises à l'épreuve. Marape avait espéré que Barrick maintiendrait la mine en activité tout en négociant sa sortie. Mais le refus catégorique de cette option par l'entreprise et la fermeture immédiate de la mine ont démontré son pouvoir de négociation. Le partenaire chinois de la coentreprise de Barrick, Zijin, a signalé des ramifications politiques internationales, avertissant que le différend de bail pourrait nuire aux

relations bilatérales entre la PNG et la Chine. PNG pourrait trouver un autre opérateur pour reprendre la mine et la rouvrir, mais trouverait probablement cela délicat au milieu d'un litige juridique à enjeux élevés. Les perspectives immédiates se dessinent comme une issue perdante pour les deux parties. La PNG prend le revenu juste au moment où elle doit stabiliser ses finances. Mais tout compromis pour permettre à Barrick de continuer à fonctionner démantelerait le fort soutien local que Marape a gagné en étant vu comme celui qui veut «reprendre» la mine pour le pays. Barrick est suffisamment grande et multinationale pour survivre sans les revenus de Porgera, mais plus un différend juridique avec le gouvernement durera, plus ses prétentions à une licence sociale pour reprendre ses activités seraient diminuées. Les deux parties pourraient se féliciter d'une intervention opportune des tribunaux qui leur donnerait la possibilité de s'éloigner du conflit aux enjeux élevés et de négocier un compromis approprié pour sauver la face.

### **Mine Ramu –Province de Madang - Nickel – MCC (*Metallurgical Corporation of China*)**

#### **Dépôt d'une plainte pour déversement de déchets miniers en mer<sup>11</sup>**

En février 2020, une coalition de plus de 5 000 villageois et un gouvernement provincial de Madang ont lancé une action en justice contre Ramu NiCo, l'usine de nickel pour batteries la plus productive du monde.

L'entreprise, Ramu NiCo, a déversé des millions de tonnes de déchets miniers dans l'océan depuis 2012, et les preuves des impacts environnementaux et sanitaires s'accumulent. La plainte exigea que non seulement ses propriétaires chinois paient une restitution d'un montant total de 18 milliards de kina (5,2 milliards de dollars), mais aussi qu'elle arrête de déverser des déchets miniers dans l'océan et assainisse les eaux prétendument contaminées. Un demi-million de personnes dépendent de la pêche locale dans le hotspot de la biodiversité du Triangle de corail, et les plaignants supportent que leur vie et leur approvisionnement alimentaire sont en jeu.

Le procès semble rechercher les dommages environnementaux les plus élevés de l'histoire du pays et il s'appuie sur certaines des plus grandes études jamais menées sur le déversement de déchets miniers dans les océans. *«Si elle réussit, ce sera une affaire historique, en particulier parce que personne n'a tiré pour des dommages environnementaux à une si grande échelle»*, a déclaré Ben Lomai, l'avocat représentant les plaignants dans cette affaire, lors d'une interview. Sortir les résidus de la mer et nettoyer l'océan sont les objectifs les plus importants, a-t-il ajouté: *«En fin de compte, c'est tout ce qui compte.»*

### **Notes et Références**

1. The other half of the island, Western New Guinea, forms part of Indonesia
2. Aménagement linguistique : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/pacifique/papoung.htm>
3. <https://thecommonwealth.org/our-member-countries/papua-new-guinea>
4. <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/pacifique/papoung.htm>
5. "Bougainville independence high on agenda as Ishmael Toroama elected president" [archive] [archive], *The Guardian*, 23 septembre 2020
6. [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/mine-de-panguna-a-bougainville-rio-tinto-verse-par-une-plainte-en-australie\\_147765](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/mine-de-panguna-a-bougainville-rio-tinto-verse-par-une-plainte-en-australie_147765)

7. <https://www.btrade.ma/fr/observer-les-pays/papouasie-nouvelle-guinee/economie-3>
8. <https://www.australianmining.com.au/news/ok-tedi-suspends-png-operations-due-to-covid-19/>
9. <https://www.rnz.co.nz/international/pacific-news/425747/png-s-ok-tedi-mine-given-extended-life-line>
10. Politics and Porgera: why Papua New Guinea cancelled the lease on one of its biggest mines | World news | The Guardian
11. <https://news.mongabay.com/2020/05/locals-stage-latest-fight-against-png-mine-dumping-waste-into-sea/>

**Kulesza Patrick**, Président exécutif du GITPA Groupe International de travail pour les peuples autochtones – France ([www.gitpa.org](http://www.gitpa.org)) a conduit en de novembre 2018 à juin 2019 une Mission d'information sur la Papouasie qui s'est traduite par la construction d'un Web documentaire accessible a l'adresse: <http://gitpa.org/Peuple%20GITPA%20500/GITPA%20500-9WEBDOCPAPOUENTREE.htm>